



RAPPORT DE PRESENTATION
COMPTE ADMINISTRATIF 2017
BUDGET PRINCIPAL

Table des matières

VUE D'ENSEMBLE	3
LES RÉSULTATS	3
L'AUTOFINANCEMENT	4
LA DETTE	4
Budget principal et budget annexe consolidés (après neutralisation des flux réciproques)	5
1- LES OPERATIONS REELLES	6
1.1 LES RECETTES.....	6
1.1.1 Les recettes réelles de fonctionnement : 73,890 M€	6
a) La fiscalité	7
b) Les dotations de l'Etat soumises à prélèvement.....	8
c) Les autres dotations	9
d) Les produits des services et du domaine	9
e) Les autres recettes de fonctionnement.....	9
1.1.2 Les recettes réelles d'investissement : 18,944 M€	10
1.1.3 Les restes à réaliser : 9,121 M€	12
1.2 LES DEPENSES.....	13
1.2.1 Les dépenses réelles de fonctionnement : 65,313 M€.....	13
1.2.2 Les dépenses réelles d'investissement : 24,779 M€	16
1.2.3 Les restes à réaliser : 10,456 M€.....	19
2- LES OPÉRATIONS D'ORDRE BUDGÉTAIRE.....	21
3- Présentation par politiques publiques	22

VUE D'ENSEMBLE

LES RÉSULTATS

Le compte administratif du budget principal 2017 fait apparaître un résultat d'exécution cumulé de 6 931 572,40 €. Après reprise des restes à réaliser dont le solde s'élève à 1 334 676,04 € en dépense, il résulte un excédent de 5 596 896,36 €.

	2017		Exercices antérieurs		Résultats	
	Dépenses	Recettes	Déficit	Excédent	Déficit	Excédent
Section de fonctionnement	72 345 823,08	77 874 818,74		3 162 906,53		8 691 902,19
Section d'investissement	45 484 031,19	42 698 241,15		1 025 460,25	-1 760 329,79	
Résultat d'exécution	117 829 854,27	120 573 059,89		4 188 366,78		6 931 572,40
Restes à réaliser	10 455 651,32	9 120 975,28			-1 334 676,04	
Total cumulé	128 285 505,59	129 694 035,17		4 188 366,78		5 596 896,36

Le résultat global cumulé de l'exercice affiche un montant de 6,932 M€ en 2017. En 2016, en raison d'écritures exceptionnelles, il était de 11,188 M€. En neutralisant ces écritures liées aux cessions immobilières et à la renégociation des emprunts structurés sur les deux exercices, le résultat global cumulé apparaît à hauteur de 8,432 M€ pour 2017 et 7,076 M€ pour 2016 avec les résultats antérieurs.

Ville	2016	2017
Recettes fonctionnement	86 727 781,94	77 874 818,74
Dépenses fonctionnement	80 128 436,95	72 345 823,08
Solde exécution fonctionnement	6 599 344,99	5 528 995,66
Résultat antérieur reporté	3 563 561,54	3 162 906,53
Résultat fonctionnement	10 162 906,53	8 691 902,19
Recettes investissement	69 999 959,49	42 698 241,15
Dépenses investissement	65 549 456,43	45 484 031,19
Solde exécution investissement	4 450 503,06	-2 785 790,04
Résultat antérieur reporté	-3 425 042,81	1 025 460,25
Résultat investissement	1 025 460,25	-1 760 329,79
Résultat d'exécution cumulé	11 188 366,78	6 931 572,40
Restes à réaliser recettes	11 277 401,40	9 120 975,28
Restes à réaliser dépenses	11 412 899,90	10 455 651,32
Solde des restes à réaliser	-135 498,50	-1 334 676,04
Besoin/Excédent financement de l'investissement	889 961,75	-3 095 005,83
Excédent de fonctionnement capitalisé	7 000 000,00	3 095 005,83
Résultat de fonctionnement reporté	3 162 906,53	5 596 896,36

L'AUTOFINANCEMENT

CALCUL EPARGNE	CA 2016	CA 2017	Variation en montant	Variation en %
Recettes de gestion (1)	73 577 964	73 062 318	-515 646	-0,70%
Dépenses de gestion (2)	62 381 741	62 291 461	-90 280	-0,14%
Excédent brut de fonctionnement (3) = (1)-(2)	11 196 223	10 770 857	-425 366	-3,80%
Solde financier et exceptionnel (4)	34 684	-102 972	-137 656	-396,89%
Epargne de gestion (5) = (3)+(4)	11 230 907	10 667 885	-563 022	-5,01%
Intérêts (6)	2 313 266	2 208 346	-104 920	-4,54%
Epargne brute (7) = (5)-(6)	8 917 641	8 459 539	-458 102	-5,14%
Amortissement obligatoire (8)	7 240 084	6 391 053	-849 031	-11,73%
Epargne nette (9) = (7)-(8)	1 677 557	2 068 486	390 929	23,30%

Les niveaux d'autofinancement que sont l'épargne de gestion et l'épargne brute apparaissent en diminution par rapport à 2016 (- 5 %). Le rapport épargne brute/recettes réelles de fonctionnement (11,5%) reste cependant à un assez bon niveau et pratiquement équivalent à celui de 2016.

L'épargne nette, c'est-à-dire la part de ressources de fonctionnement consacrée au financement des dépenses d'équipement, progresse quant à elle de 23 % en raison de la diminution du remboursement en capital de la dette. Elle atteint 2,07 M€ en 2017 mais reste néanmoins assez faible puisqu'elle ne représente que 2,8 % des recettes réelles de fonctionnement (2 % en 2016).

Pour information, le taux moyen des villes de même strate était de 5,1% en 2015 (éléments de comparaison (source : *DGFip comptes de gestion 2015 (derniers chiffres connus)*))

En € par habitant	Villes dans la strate de 20 000 à moins de 50 000 habitants (chiffres 2015)	Angoulême (2017)
Epargne brute	172	189
Annuité de la dette en capital	98	143
Epargne nette	73	46

Entre 2016 et 2017, les efforts de gestion ont permis de stabiliser les dépenses de gestion (- 90 K€) face à des recettes qui ont diminué de près de 1% (-516 K€).

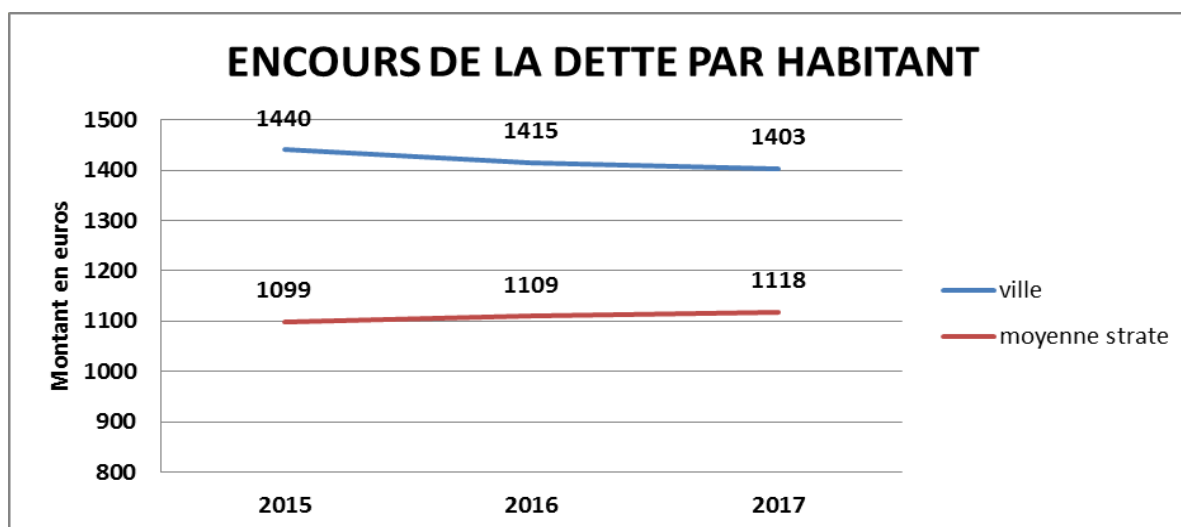
LA DETTE

	2014	2015	2016	2017	Variation N/N-1 en valeur	Variation N/N-1
Encours au 31/12 N	70 115 663	64 279 639	63 236 222	62 820 168	-416 054	-0,66%

En 2017, la commune s'est désendettée de 416 K€. Le recours à l'emprunt s'est élevé à 6 M€ (4,5 M€ affectés aux investissements et 1,5 M€ pour la soulte des emprunts structurés), et l'amortissement de la dette a été de 6,391 M€.

Le rapport entre le capital restant dû et l'épargne brute, qui mesure la capacité de désendettement de la collectivité, s'élève à 7,3 années au 31 décembre (7 années en 2016). A titre de comparaison, ce ratio était de 6,5 années en 2015 pour les villes de même strate (source : *DGFip comptes de gestion 2015*)

Encours de dette par habitant : évolution sur les trois dernières années et comparaison avec la moyenne des villes de même strate



Avec un ratio par habitant de 1 403 €, l'endettement, malgré les efforts de la ville en la matière, reste important et supérieur de près de 25 % à la moyenne des villes de même strate.

Budget principal et budget annexe consolidés (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	67 972 330,98	45 858 838,65	10 645 867,67	11 467 624,66
RECETTES	66 260 664,93	43 146 977,39	9 120 975,28	13 992 712,26
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	80 977 827,01	73 161 650,57	0,00	7 816 176,44
RECETTES	77 863 556,00	78 699 712,15	0,00	-836 156,15
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	148 950 157,99	119 020 489,22	10 645 867,67	19 283 801,10
TOTAL GENERAL DES RECETTES	144 124 220,93	121 846 689,54	9 120 975,28	13 156 556,11

1- LES OPERATIONS REELLES

1.1 LES RECETTES

Les recettes réelles réalisées hors résultat antérieur atteignent 92 834 717,85 €. Toutes sections confondues, elles diminuent de 2,8 % par rapport au compte administratif 2016.

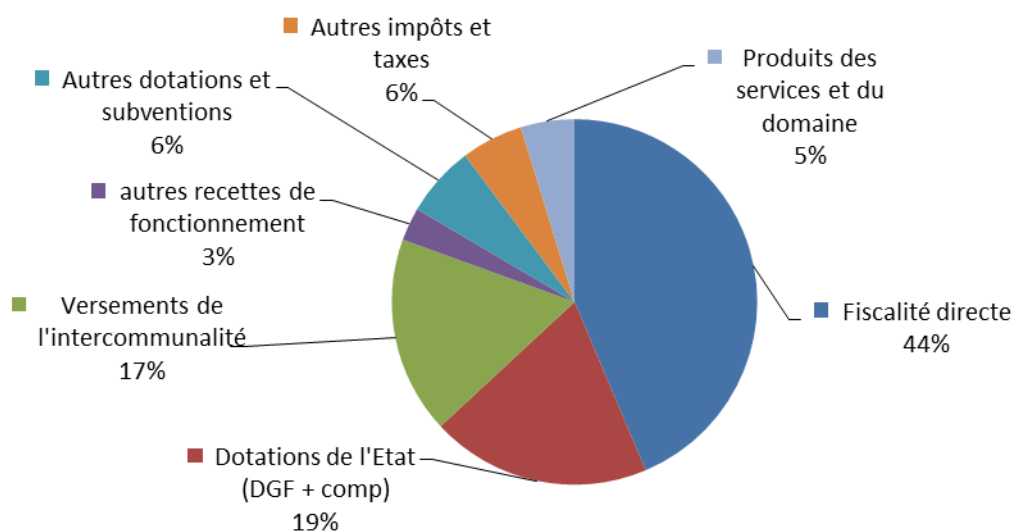
Les prévisions budgétaires ont été réalisées à hauteur de 85,4%, contre 81,4% en 2016.

80% sont des recettes courantes et 20% constituent des recettes d'investissement.

	Exercice 2017				2016	Evolution n/n-1
	Voté	Réalisé	taux de réalisation	structure		
Recettes réelles de fonctionnement	72 756 109	73 890 283	101,6%	79,6%	80 081 166	-7,7%
Recettes réelles d'investissement	35 944 326	18 944 435	52,7%	20,4%	15 388 480	23,1%
Recettes réelles hors résultat antérieur	108 700 435	92 834 718	85,4%	100,0%	95 469 645	-2,8%

1.1.1 Les recettes réelles de fonctionnement : 73,890 M€

Structure des recettes réelles de fonctionnement 2017



Les recettes réelles de fonctionnement, avec 73,89 M€ apparaissent en diminution de 7,7% par rapport à 2016. Elles font apparaître un taux de réalisation de 101,6% (108,3% en 2016). Il faut rappeler que l'année 2016, avec la vente du site de Lunesse, avait enregistré des produits de cession exceptionnels et importants (5,98 M€). Sur 2017, des cessions ont été réalisées pour 527 K€. En neutralisant le produit des cessions, les recettes évoluent de - 1 % par rapport à l'exercice précédent, et le taux de réalisation est de 100,8% (100,2 % en 2016).

	2017				2016	Evolution N/N-1	
	Voté	Réalisé	taux de réalisation	structure	Réalisé	en valeur	en %
Fiscalité directe	32 334 640	32 236 548	99,7%	43,6%	32 151 271	85 277	0,3%
Dotations de l'Etat (DGF + compensations)	14 383 733	14 383 733	100,0%	19,5%	14 852 992	-469 259	-3,2%
Versements de l'intercommunalité	12 888 245	12 889 465	100,0%	17,4%	13 096 414	-206 949	-1,6%
autres recettes de fonctionnement (dont cessions)	1 525 651	2 168 257	142,1%	2,9%	7 816 862	-5 648 604	-72,3%
Autres dotations et subventions	4 563 023	4 663 526	102,2%	6,3%	5 018 229	-354 703	-7,1%
Autres impôts et taxes	3 713 055	4 046 399	109,0%	5,5%	3 780 042	266 357	7,0%
Produits des services et du domaine	3 347 762	3 502 355	104,6%	4,7%	3 365 357	136 998	4,1%
Recettes réelles de fonctionnement hors résultat antérieur	72 756 109	73 890 283	101,6%	100,0%	80 081 166	-6 190 883	-7,7%

a) La fiscalité

Le produit de la **fiscalité directe sur les ménages** augmente de 0,3 % par rapport à 2016 pour atteindre 32,237 M€. Pour mémoire, l'évolution des bases prévue par la loi de finances 2017 était de 0,4%.

La progression constatée est de -0.33% pour la taxe d'habitation et de +0.70% pour le foncier bâti correspondant à l'évolution des bases. Des pertes de bases fiscales proviennent en partie des démolitions réalisées dans le cadre de l'ORU secteur ouest courant 2016.

Le produit de la fiscalité directe représente 44% des recettes réelles de fonctionnement en 2017 (40 % en 2016).

Pour mémoire, les taux de fiscalité appliqués à Angoulême sont les suivants, inchangés en 2017 :

- taxe d'habitation : 18,25%

- taxe sur le foncier bâti : 38,80%
- taxe sur le foncier non bâti : 71,23%.

La **fiscalité versée par la communauté d'agglomération** est de 12,889 M€, soit -1,6% par rapport à 2016. Elle représente 17,4 % des recettes réelles de fonctionnement et comprend :

- l'attribution de compensation pour 12,377 M€, en diminution de 0,8% par rapport à 2016 en raison du transfert de l'accueil des gens du voyage et des zones d'activités économiques
- le Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales pour 466 K€, en diminution de 23%. Il faut noter que depuis 2017, la ville est exclusivement bénéficiaire au titre du FPIC alors qu'elle était bénéficiaire (601 K€) mais aussi contributrice en 2016 (288 K€).
- une dotation de solidarité communautaire de 47 K€ dans le cadre de la politique de la ville versée en l'absence de pacte financier et fiscal en cours d'élaboration par l'agglomération en collaboration avec les communes membres. Cet outil de planification financière et de gestion budgétaire servira de socle au projet communautaire.

Les **autres impôts**, avec 4,046 M€, ont un taux de réalisation de 109 % et augmentent de 7% par rapport à 2016.

Cette évolution est essentiellement due à une très bonne réalisation des droits de mutations suite à la reprise des transactions immobilières (générant 127 K€ de recettes supplémentaires par rapport à 2016, soit +12%).

b) Les dotations de l'Etat soumises à prélèvement

Parmi les **dotations de l'Etat**, celles qui ont fait l'objet de ponctions financières diminuent de 469 K€ par rapport à 2016 (-3%).

- La **dotation globale de fonctionnement** (12,168 M€) apparaît réduite de 590 K€ par rapport à 2016 (-4,6%).

	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	CUMUL PERTE RECETTES 2013 A 2017
Dotation forfaitaire	14 216 578	13 619 781	12 143 121	10 489 739	9 672 205	
dont contribution au redressement des finances publiques	0	-565 293	-1 386 147	-1 419 144	-690 614	-4 061 198
DSU	1 852 160	1 876 238	1 893 124	1 912 055	2 165 672	
DNP	376 642	379 170	389 484	355 519	329 902	
Total DGF	16 445 380	15 875 189	14 425 729	12 757 313	12 167 779	
Evolution N/N-1 DGF		-570 191	-1 449 460	-1 668 416	-589 534	-10 555 510

En son sein, la dotation forfaitaire diminue de 818 K€, alors que les dotations de péréquation que sont la dotation de solidarité urbaine et la dotation nationale de péréquation évoluent respectivement de +253 K€ et -26 K€. La DGF représente 16,59% des recettes réelles de fonctionnement hors produit

des cessions (17,22% en 2016).

Pour mémoire, **dans le cadre de la contribution au redressement des comptes publics**, la ville a vu sa dotation forfaitaire diminuer de 4 M€ entre 2014 et 2017. En cumul sur la période, **la perte de recettes pour le budget de la collectivité s'élève à plus de 10,5 M€.**

- Les **dotations compensatrices de fiscalité** avec 2,216 M€ sont en augmentation par rapport à 2016 (+120 K€). Cette progression provient de la dotation compensatrice des exonérations de taxe d'habitation. Concernant les dotations compensatrices des exonérations des taxes foncières et de fiscalité historique sur les entreprises, variables d'ajustement de l'enveloppe normée, elles sont en diminution de 44 % (- 293 K€).

Ces dotations représentent 3 % des recettes réelles de fonctionnement.

c) Les autres dotations

Les **autres dotations et subventions** s'élèvent à 4,664 M€, et diminuent de 7% par rapport à 2016. Cette baisse est essentiellement due à la fin du dispositif des emplois aidés mise en place à partir de septembre 2017. Ce poste de recettes enregistre également la dotation générale de décentralisation ((271 K€) ainsi que des participations de la Caisse d'Allocations Familiales au titre de la Prestation de Service Unique pour les structures d'accueil de jeunes enfants (2,115 M€) et le Contrat Enfance Jeunesse (950 K).

Ce poste représente 6,3% des recettes réelles de fonctionnement et fait apparaître un taux de réalisation de 102,2%.

d) Les produits des services et du domaine

Avec 3,502 M€, ils ont été réalisés à hauteur de 104,6% et ont progressé de 4% par rapport à 2016.

Les évolutions notables sont les suivantes :

- Redevance des services à caractère culturel en augmentation de 112 % correspondant à une forte augmentation de la fréquentation des musées
- Recettes de la restauration scolaire en progression de 4,6%;

Ces crédits représentent 4,7% des recettes réelles de fonctionnement.

e) Les autres recettes de fonctionnement

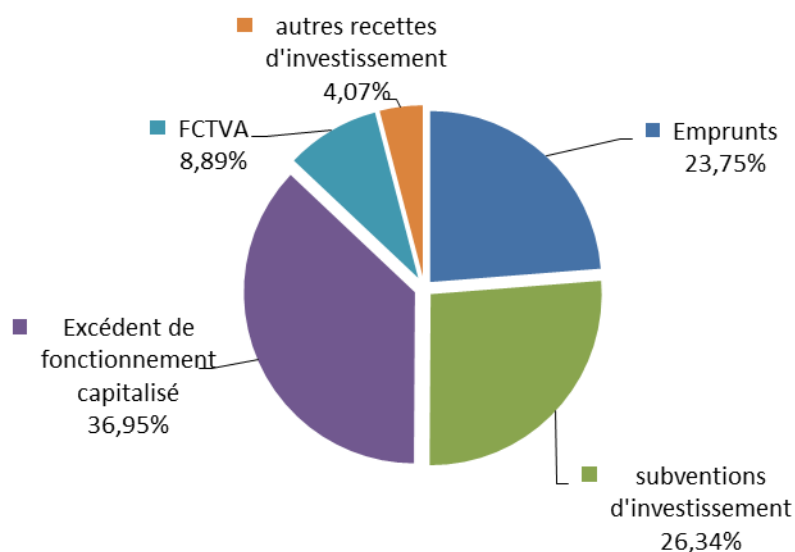
Les **autres recettes de fonctionnement** s'élèvent à 2,168 M€. Elles représentent 2,9% des recettes réelles de fonctionnement et sont essentiellement composées de :

- remboursements sur rémunérations et charges de personnel, essentiellement dans le cadre des accidents du travail (268 K€)
- revenus des immeubles (777 K€)

- produits financiers (103 K€) qui sont constitués du versement de l'aide du fonds de soutien par l'Etat dans le cadre de la renégociation des emprunts structurés.
- produits exceptionnels (725 K€) : ils sont constitués notamment du produit des cessions (527 K€) et de remboursements d'assurance et de mandats annulés.

1.1.2 Les recettes réelles d'investissement : 18,944 M€

Structure des recettes réelles d'investissement



	Exercice 2017				Exercice 2016	Evolution N/N-1	
	Voté	Réalisé	taux de réalisation	structure	Réalisé	en valeur	en %
Emprunts	7 671 000	4 500 000	58,7%	23,8%	5 750 000	-1 250 000	-21,7%
Ligne de crédit long terme *	5 800 000	0	0,0%	0,0%	0	0	#DIV/0!
subventions d'investissement	12 438 398	4 990 193	40,1%	26,3%	3 659 124	1 331 069	36,4%
Excédent de fonctionnement capitalisé	7 000 000	7 000 000	100,0%	37,0%	4 246 558	2 753 442	64,8%
FCTVA	1 683 533	1 683 534	100,0%	8,9%	1 015 610	667 924	65,8%
autres recettes d'investissement	1 351 396	770 708	57,0%	4,1%	717 187	53 521	7,5%
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	35 944 326	18 944 435	52,7%	100,0%	15 388 480	3 555 955	23,1%

(*) Ligne de crédit long terme : emprunt à long terme pouvant fonctionner comme une ligne de trésorerie

Les recettes réelles d'investissement, avec 18,944 M€ font apparaître un taux de réalisation de 52,7% (64,1% en neutralisant la ligne de crédit long terme non mobilisée et les cessions qui ne sont jamais réalisées sur la même ligne budgétaire que la prévision) pour respectivement 35,5 % et 50,4 % en 2016.

Le recours à l'emprunt, autorisé pour 7,671 M€ (dont 4,5 M€ de reports de 2016), a fait l'objet d'une réalisation pour 4,5 M€, aux conditions suivantes :

Prêteur	Montant	Date de versement	Taux	Durée
SFIL	4.500.000 €	Janvier 2017	2,21%	20 ans

Il s'agit d'un emprunt de financement des investissements contracté auprès de la SFIL dans le cadre de la renégociation des emprunts structurés.

Compte tenu d'un index négatif désavantageux pour la ville, la ligne de crédit long terme n'a pas été utilisée.

Les **subventions d'investissement**, avec 4,990 M€ représentent 26% des recettes réelles d'investissement. Le taux de réalisation est de 40%, mais en incluant les restes à réaliser (subventions dues pour l'année mais non encore versées) il est de 88%. Leur ventilation est la suivante :

	Voté	Réalisé	Taux d'émission de titres
13 - Subventions d'équipement	12 438 398	4 990 193	40,1%
Etat	6 985 910	2 290 895	32,8%
Région	339 141	224 770	66,3%
Département	3 014 676	1 442 103	47,8%
Groupements de collectivités	1 108 442	344 787	31,1%
Autres	312 687	10 095	3,2%
amendes de police	677 542	677 542	100,0%

Les excédents de fonctionnement capitalisé, avec 7,000 M€, compensent le besoin de financement de la section d'investissement déterminé suite à l'affectation des résultats, et proviennent donc des résultats de l'exercice 2016. Ils représentent 37% des recettes réelles d'investissement.

Le **fonds de compensation de la TVA** représente 1,684 M€, soit 8,9% des recettes réelles d'investissement.

Les **autres recettes d'investissement** s'élèvent à 770 K€. Il s'agit notamment de la taxe d'aménagement (677 K€, +120% par rapport à 2016 du fait d'opérations d'urbanisme plus importantes).

1.1.3 Les restes à réaliser : 9,121 M€

	Voté	Réalisé	Restes à réaliser
13 - Subventions d'équipement	12 438 398	4 990 193	5 978 442
Etat	6 985 910	2 290 895	3 619 159
Région	339 141	224 770	97 207
Département	3 014 676	1 442 103	1 461 113
Groupements de collectivités	1 108 442	344 787	515 321
Autres	312 687	10 095	285 643
amendes de police	677 542	677 542	0
16 - Emprunts et dettes assimilées	13 471 000	4 500 000	3 000 000
Emprunts	7 671 000	4 500 000	3 000 000
Ligne de trésorerie	5 800 000	0	0
27 - Autres immobilisations financières	76 000	39 043	0
45 - Opérations pour compte de tiers	242 533	4 768	142 533
Total	26 227 930	9 534 005	9 120 975

Les restes à réaliser correspondent à des recettes engagées avant le 31 décembre 2017 et non réalisées. Ils s'élèvent à 9,121 M€. Les subventions d'investissement reportées s'élèvent à 5,978 M€. Elles concernent essentiellement les ORU.

Le report d'emprunt s'établit à 3 M€.

Les recettes reportées représentent 31% des recettes réelles d'investissement votées (hors ligne de crédit et prévision de cessions).

1.2 LES DEPENSES

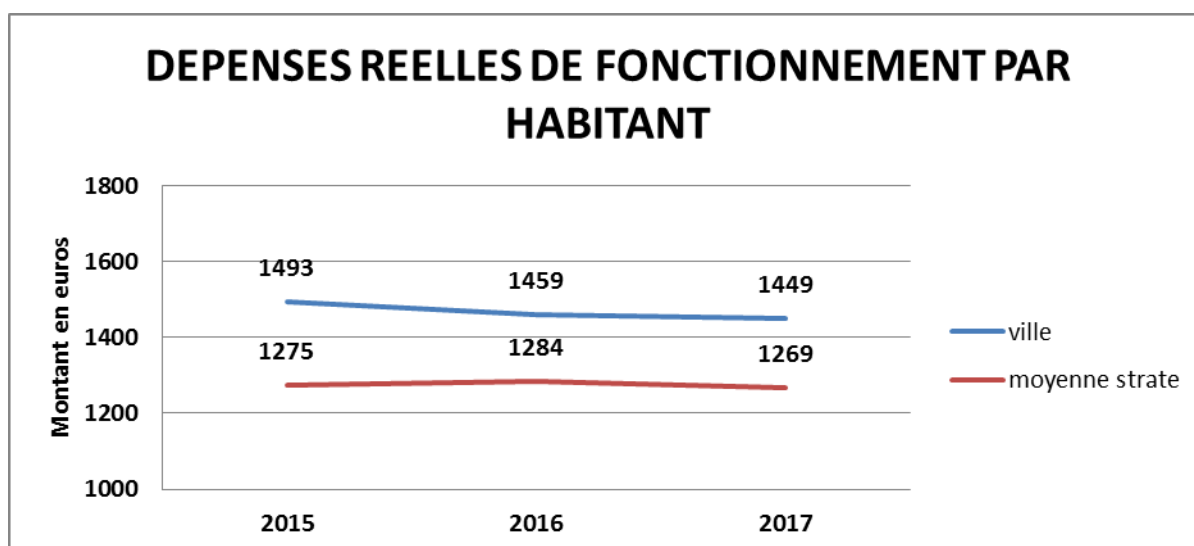
Les dépenses réelles hors résultat antérieur atteignent 90,092 M€. Elles ont été réalisées à hauteur de 79,8% des inscriptions budgétaires (71,9% en 2016) et sont en augmentation de 6,7% par rapport à 2016.

72,5% sont des dépenses de fonctionnement et 27,5% constituent des dépenses d'investissement.

	Exercice 2017				2016	Evolution n/n-1	
	Voté	Réalisé	taux de réalisation	structure	Réalisé	En valeur	En %
Dépenses réelles de fonctionnement	66 994 756	65 312 575	97,5%	72,5%	65 526 786	-214 211	-0,3%
Dépenses réelles d'investissement	45 894 046	24 778 937	54,0%	27,5%	18 893 011	5 885 926	31,2%
Dépenses réelles hors résultat antérieur	112 888 802	90 091 512	79,8%	100,0%	84 419 797	5 671 715	6,7%

1.2.1 Les dépenses réelles de fonctionnement : 65,313 M€

Dépenses réelles de fonctionnement par habitant : évolution sur les trois dernières années et comparaison avec la moyenne des villes de même strate



Depuis 2014, le ratio dépenses réelles de fonctionnement par habitant est en diminution régulière pour la ville. Il faut noter que les villes de même strate enregistrent également une baisse entre 2016 et 2017.

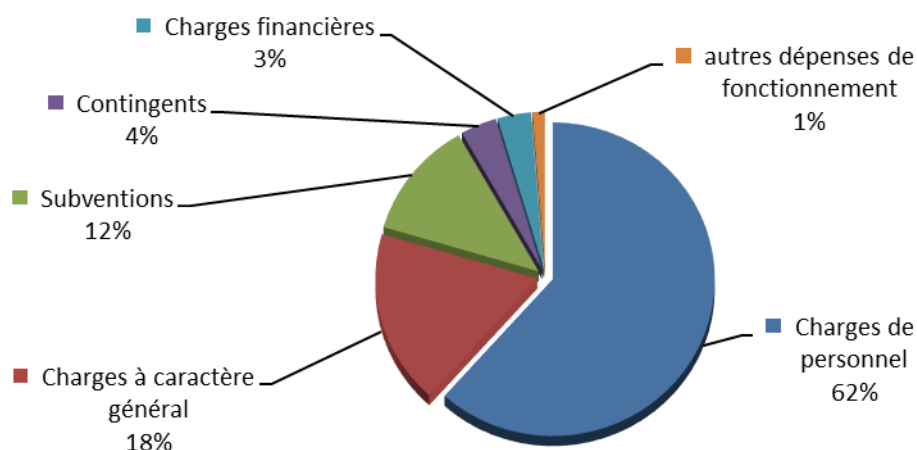
La comparaison des dépenses réelles de fonctionnement par chapitre met en évidence les efforts déjà réalisés par la ville sur le chapitre « achats et charges externes » qui affiche un montant inférieur de près de 10 % aux villes de même strate. Il faut noter également le poids important du chapitre « autres dépenses » (+ 75 % pour la ville) qui intègre les subventions et participations versées.

	Ville	Moyenne strate *	Ecart en %
Achats et charges externes	262 €	290 €	-9,66%
Frais de personnel	901 €	766 €	17,62%
Charges financières	49 €	40 €	22,50%
Autres dépenses dont subventions et participations	249 €	142 €	75,35%

(*source : DGFip comptes de gestion 2015 – derniers chiffres connus)

ANALYSE DES DEPENSES POUR 2017

Structure des dépenses réelles de fonctionnement



	2017				2016	Evolution n/n-1	
	Voté	Réalisé	taux de réalisation	structure	Réalisé	En valeur	En %
Charges de personnel	40 333 615	40 258 826	99,81%	61,64%	39 953 349	305 477	0,76%
Charges à caractère général	13 051 997	11 709 646	89,72%	17,93%	11 390 423	319 223	2,80%
Subventions	8 112 600	7 965 042	98,18%	12,20%	8 124 071	-159 029	-1,96%
Contingents	2 368 167	2 365 723	99,90%	3,62%	2 556 315	-190 592	-7,46%
Charges financières	2 244 500	2 208 346	98,39%	3,38%	2 338 266	-129 920	-5,56%
autres dépenses de fonctionnement	883 877	804 992	91,08%	1,23%	1 164 362	-359 370	-30,86%
Dépenses réelles de fonctionnement	66 994 756	65 312 575	97,49%	100,00%	65 526 786	-214 211	-0,33%

Les dépenses réelles de fonctionnement, avec 65,313 M€ connaissent une évolution de -0,33% par rapport à 2016 (-214 K€). Elles font apparaître un taux de réalisation de 97,5% (96,6% en 2016).

Les charges de personnel (40,26 M€) représentent 61,6% des dépenses réelles de fonctionnement, et sont réalisées à 99,8%. Elles augmentent de 305 K€ par rapport à 2016, soit une évolution contenue de 0,76 % malgré les augmentations réglementaires incontournables évaluées à 572 K€ (Glissement Vieillesse Technicité, augmentation du point d'indice, revalorisation de la grille indiciaire) et la fin du dispositif des emplois aidés confirmée sur le dernier trimestre 2017. Cette maîtrise de la masse salariale est rendue possible par l'étude d'opportunité systématique des remplacements effectuée à chaque départ tout en poursuivant le travail de rationalisation de l'organisation municipale.

Les effectifs de la collectivité apparaissent en diminution :

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2017
Nombre de postes permanents créés (en ETP)	1034	1024
Nombre de postes permanents pourvus (en ETP)	964,74	948
Nombre de postes en besoins occasionnels (en ETP)	3,8	1,6
Nombre d'emplois aidés (CUI/CAE et emplois d'avenir, en ETP)	76,29	39,71
Nombre de contrats d'apprentissage	4	9
Total postes pourvus	1048,83	998,31

Malgré ces efforts, le ratio Dépenses de personnel/Dépenses réelles de fonctionnement) qui est de 61.64 % pour la ville reste supérieur à la moyenne nationale de la strate (60 %).

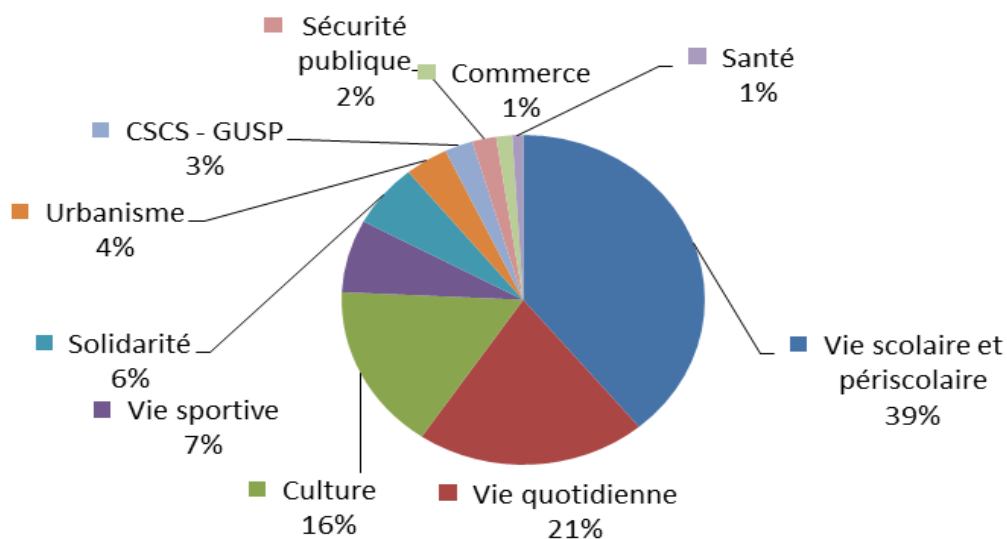
Les charges à caractère général (11,71 M€) comprennent les achats, les prestations de services, les impôts et taxes diverses. Elles représentent 18% des dépenses, et augmentent de 319 K€. Elles sont réalisées à hauteur de 90% contre 87% en 2016 et 92% en 2015. Les crédits non consommés (1,3 M€ pour 1,7 M€ en 2016) correspondent à des reliquats portant principalement sur les fluides, la maintenance et les autres frais divers.

Les contingents et subventions (10,33 M€) diminuent de 3% et représentent 16 % des dépenses. Les subventions aux associations s'élèvent à 5,796 M€ (-1,39% par rapport à 2016). Ce poste de dépenses est réalisé à hauteur de 98,6%.

Les autres dépenses de fonctionnement (805 K€) diminuent de près de 30,9%, soit - 359 K€. Cette évolution provient essentiellement du fonds de péréquation des ressources communales (FPIC) pour lequel la ville, contributrice jusqu'alors, ne l'est plus depuis 2017. Par ailleurs, les charges exceptionnelles sont réduites par rapport à 2016 en raison de la diminution de la subvention d'équilibre versée pour le budget-annexe du Gesta (331 K€ en 2017 pour 420 K€ en 2016).

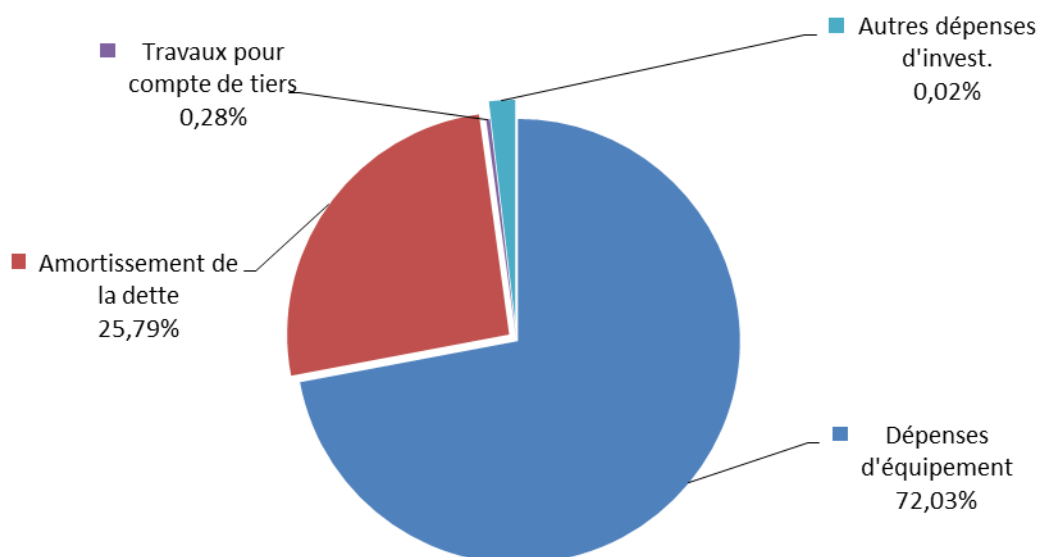
La répartition des dépenses réelles de fonctionnement par politiques publiques est la suivante

Les dépenses de fonctionnement par politique (hors services généraux)



1.2.2 Les dépenses réelles d'investissement : 24,779 M€

Structure des dépenses réelles d'investissement



	2017				2016	Evolution n/n-1	
	Voté	Réalisé	taux de réalisation	structure	Réalisé	En valeur	En %
Dépenses d'équipement	32 767 449	17 849 132	54,47%	94,47%	10 458 257	7 390 875	70,7%
Amortissement de la dette	6 391 100	6 391 053	100,00%	33,83%	8 073 417	-1 682 364	-20,8%
Ligne de crédit long terme	5 800 000	0	0,00%	0,00%	0	0	Sans objet
Travaux pour compte de tiers	229 096	68 850	30,05%	0,36%	2 065	66 785	3233,8%
Autres dépenses d'investissement	706 401	469 901	66,52%	2,49%	359 273	110 629	30,8%
Dépenses réelles d'investissement hors résultat antérieur	45 894 046	24 778 937	53,99%	131,15%	18 893 011	5 885 926	31,2%

Les dépenses réelles d'investissement, avec 24,779 M€, font apparaître un taux de mandatement de 53,9% (38,1% en 2016 et 39,7% en 2015) et un taux d'engagement (mandaté + engagé) de 77% en tenant compte des restes à réaliser (61% en 2016). Elles ont augmenté de 31% par rapport à l'exercice précédent, l'évolution étant même de +71% pour les dépenses d'équipement.

Pour les dépenses d'équipement, le taux de mandatement est de 54% (33% en 2016 et 35% en 2015), mais le taux d'engagement est de 86% (68% en 2016).

Les réalisations les plus importantes de l'exercice concernent notamment :

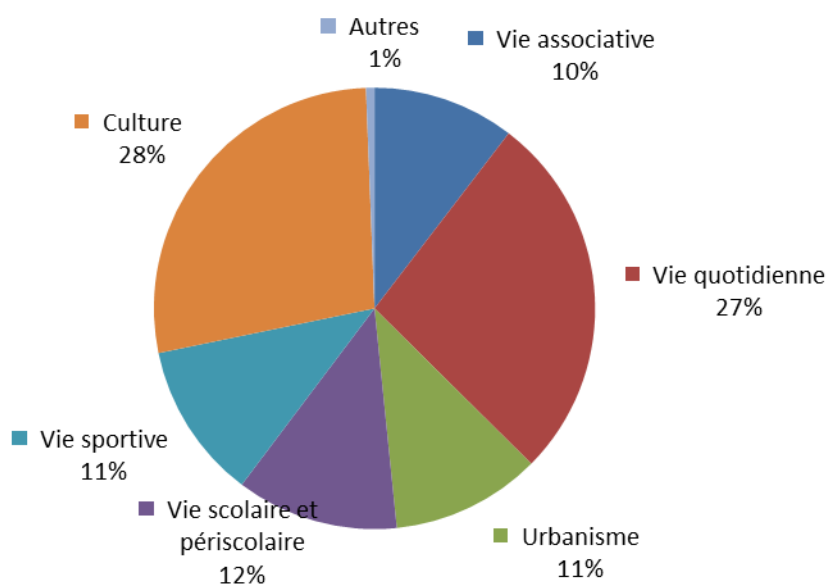
- l'ORU Ouest (3,7 M€ dont 1,7 M€ pour les centres sociaux, et 640 K€ pour la bibliothèque espace jeux)
- le programme de voirie (1,97 M€)
- les travaux de la salle polyvalente de Lunesse (3 M€)

Les opérations ayant fait l'objet d'autorisations de programme sont les suivantes :

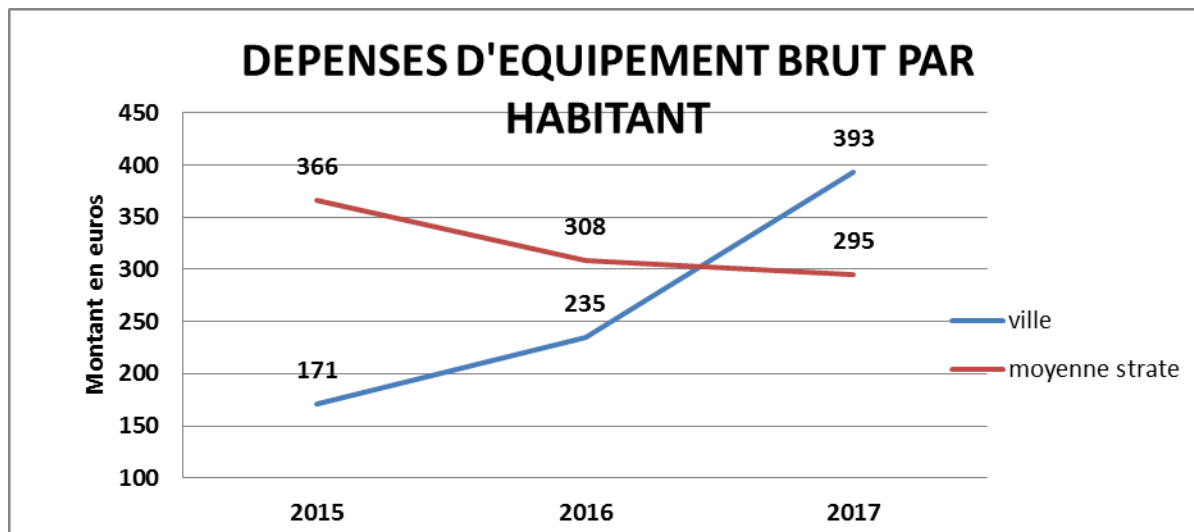
OPERATION	AUTORISATION DE PROGRAMME	CREDITS DE PAIEMENT		
		CP antérieurs	CP ouverts pour 2017	CP réalisés sur 2017
7 - Accession à la propriété dans l'ancien à rénover	332 000 €	224 000 €	108 000 €	108 000 €
12 - Cellules commerciales place de Basseau	707 030 €	57 586 €	649 444 €	422 226 €
14 - Ecole Cézanne Renoir étanchéité	373 600 €	83 719 €	289 881 €	195 909 €
19 - CIBDI Travaux de rénovation	546 485 €	99 485 €	447 000 €	434 722 €
3 - ORU Secteur ouest Espaces publics 3ème phase	7 788 762 €	7 558 261 €	230 501 €	11 485 €
5 - ORU Secteur ouest Espaces publics 4ème phase	663 841 €	36 123 €	627 718 €	0 €
11 - ORU Secteur ouest Espaces publics 5ème phase	1 369 869 €	418 250 €	951 619 €	33 857 €
6 - ORU Secteur ouest résidentialisations	1 221 584 €	842 556 €	379 028 €	95 648 €
18 - Réhabilitation gymnase et salle des fêtes de Basseau	474 000 €	0 €	240 000 €	45 106 €
16 - Multi-accueil Ma Campagne	2 250 000 €	10 464 €	149 536 €	4 003 €
4 - Pôle petite enfance secteur ouest	2 724 292 €	2 640 475 €	84 817 €	7 595 €
13 - Salle polyvalente de Lunesse	5 024 000 €	347 205 €	4 476 795 €	3 444 954 €
20 - Tunnel de la Gâtine sécurisation	14 901 216 €	0 €	732 084 €	351 004 €
Total	38 376 680 €	12 318 125 €	9 366 423 €	5 154 508 €

La répartition des dépenses d'équipement par politique publique, détaillée dans la seconde partie du rapport, est la suivante :

Les dépenses d'équipement par politique (hors services généraux)



Dépenses d'équipement brut par habitant : évolution des dépenses d'équipement sur les trois dernières années et comparaison avec la moyenne des villes de même strate



Alors que le ratio « dépenses d'équipement brut par habitant » des villes de même strate enregistre une diminution régulière depuis 2015, il est en progression significative pour la ville (+ 67% entre 2016 et 2017) et dépasse sur cet exercice la moyenne nationale.

Enfin, concernant **les dépenses financières**, le remboursement de la dette s'est élevé à 6,391 M€. Au 31 décembre 2017, l'encours de dette de la ville est de 62.820.168 € (61.683.175 € pour l'encours corrigé qui prend en compte le solde du fonds de soutien perçu dans le cadre de la renégociation des emprunts structurés). Cette renégociation, réalisée en 2016, a impacté le budget 2016 pour deux des trois contrats concernés et le budget 2017 pour le dernier contrat dont la date d'effet était au 1^{er} janvier 2017.

1.2.3 Les restes à réaliser : 10,456 M€

	2017		
	Voté	Réalisé	Restes à réaliser
20- Immobilisations incorporelles	958 683	265 051	556 984
204- Subventions d'équipement versées	1 227 324	635 659	430 855
21- Immobilisations corporelles	6 773 087	4 424 859	2 060 810
23- Immobilisations en cours	7 576 551	3 936 209	2 671 722
Opérations d'investissement	16 231 804	8 587 353	4 670 268
45- Opérations p/c de tiers	229 096	68 850	65 014
TOTAL	32 996 545	17 917 982	10 455 651

Les restes à réaliser sont constitués des dépenses d'équipement engagées avant le 31 décembre 2017 et non mandatées.
Les dépenses reportées représentent 32% des dépenses réelles d'investissement votées (hors dette) (36% en 2016).

2- LES OPÉRATIONS D'ORDRE BUDGÉTAIRE

DEPENSES		REALISE	RECETTES		REALISE
042- Opérations d'ordre de transfert entre sections		5 188 248	042- Opérations d'ordre de transfert entre sections		2 139 536
	Valeur comptable des immobilisations cédées	265 517		Travaux en régie	408 801
	Différences sur réalisations d'immobilisations	287 130		Différences sur réalisations d'immobilisations	25 677
	dotations aux amortissements et provisions	2 684 955		Transfert indemnité remboursement anticipé emprunt à risque	1 475 000
	dotations provisions	130 500		Quote-part subvention investissement transférée au compte de résultat	16 358
	dotations amortissements charges financières à répartir	345 146		Reprises sur amortissements et provisions	213 700
	Indemnité remboursement anticipé emprunt à risque	1 475 000			
043- Opérations d'ordre à l'intérieur de la section		1 845 000	043- Opérations d'ordre à l'intérieur de la section		1 845 000
	Indemnité de réaménagement d'emprunt	1 845 000		Transfert charges financières	1 845 000
	SECTION DE FONCTIONNEMENT	7 033 248		SECTION DE FONCTIONNEMENT	3 984 536
040- Opérations d'ordre de transfert entre sections		2 139 536	040- Opérations d'ordre de transfert entre sections		5 188 248
	Reprises sur autofinancement antérieur	255 735		plus ou moins values des cessions d'immobilisations	287 130
	Travaux en régie	408 801		Emprunts en euros	1 475 000
	Pénalités de renégociation de la dette	1 475 000		Provisions pour litiges et dépréciation comptes actifs	130 500
				Pénalités de renégociation de la dette à répartir	345 146
				amortissement des immobilisations et provisions	2 950 472
041- Opérations patrimoniales		18 565 558	041- Opérations patrimoniales		18 565 558
	Remboursement emprunts renégociés	8 899 867		Remboursement emprunts renégociés	8 899 867
	Refinancement emprunts renégociés	8 899 867		Refinancement emprunts renégociés	8 899 867
	immobilisations	765 824		intégration frais études et régularisation avances	765 824
	SECTION D'INVESTISSEMENT	20 705 094		SECTION D'INVESTISSEMENT	23 753 806
	TOTAL OPERATIONS D'ORDRE BUDGETAIRE	27 738 342		TOTAL OPERATIONS D'ORDRE BUDGETAIRE	27 738 342

Les opérations d'ordre budgétaire sont des opérations internes au budget qui n'ont pas d'impact sur l'épargne ni sur le résultat global de l'exercice. Elles s'équilibrent à hauteur de 27,74 M€ (61 M€ en 2016).

Comme sur l'exercice 2016, les opérations d'ordre budgétaire présentent des montants exceptionnels en raison de la renégociation des emprunts structurés (écritures passées en 2016 pour deux emprunts et en janvier 2017 pour le troisième).

Les autres opérations enregistrées sont notamment :

- des amortissements des immobilisations et provisions pour 2,8 M€,
- des travaux en régie pour 408 K€.

3- Présentation par politiques publiques

VIE SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE – PETITE ENFANCE

CULTURE – PATRIMOINE – INDUSTRIES DE L'IMAGE – FESTIVALS – TOURISME

VIE SPORTIVE – EQUIPEMENTS SPORTIFS

ESPACES PUBLICS

VIE ASSOCIATIVE – CSCS – COMITES DE QUARTIER - GUSP

URBANISME – PROSPECTIVE – STRATEGIE URBAINE – DEVELOPPEMENT DURABLE

COMMERCE ET ARTISANAT

SANTE – ORGANISATION DE L'OFFRE DE SOIN – PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

SOLIDARITE – FAMILLE – PERSONNES AGEES

SECURITE PUBLIQUE – POLICE MUNICIPALE – PREVENTION DE LA DELIQUANCE

SERVICES GENERAUX

VIE SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE - PETITE ENFANCE

LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

	CA 2017
Charges de personnel	13 458 971
Charges courantes	2 229 230
Autres charges de gestion courante	1 664 164
Charges exceptionnelles	6 789
Total dépenses de fonctionnement	17 359 154
Produits des services	1 859 702
Dotations et participations	3 652 396
Autres produits de gestion courante	15 161
Atténuations de charges	80 899
Total recettes de fonctionnement	5 608 157

Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de personnel correspondent en partie à :

- Ecoles maternelles et primaires : 4,770 M€ (15 écoles maternelles et 16 écoles élémentaires)
- Restauration scolaire : 2,701M€ (23 sites de production)
- Structures d'accueil de la petite enfance : 5 ,307 M€ (11 structures, et relais assistantes maternelles).

Les charges courantes :

Elles correspondent principalement aux denrées alimentaires (928 K€) et aux fournitures des écoles et des établissements d'accueil des jeunes enfants (EAJE)

Les autres charges de gestion :

- les subventions versées au titre du Contrat Enfance Jeunesse (1,041 M€), du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (110 K€), des ludothèques (92 K€), des ALSH (204 K€) et des associations (12 K€)
- La participation aux écoles privées (195 K€)
- La participation intercommunale (9 K€)

Recettes de fonctionnement

Les produits des services correspondent aux recettes de la restauration scolaire (1,135 M€) et à la participation des familles pour les établissements d'accueil des jeunes enfants (EAJE) (724 K€)

Le poste Dotations et Participations enregistre les recettes liées au Contrat Enfance Jeunesse et la Prestation de service unique pour les EAJE versées par la Caisse d'Allocations Familiales.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENT

	CA 2017
Immobilisations incorporelles	4 860
Immobilisations corporelles	808 018
Immobilisations en cours	622 749
Opérations d'équipement	507 065
Total dépenses d'investissement	1 942 693
Total recettes d'investissement	366 059

Dépenses d'investissement

Les principales inscriptions concernent :

- Divers travaux dans les écoles primaires et EAJE (550 K€) concernant :
 - réfection de sanitaires à l'école élémentaire Jean Moulin (61 K€)
 - travaux sur menuiseries extérieures et intérieures (11.7 K€) à l'école Uderzo
 - poursuite des travaux d'étanchéité de l'école Cézanne Renoir (196 K€)
 - aménagement des locaux à l'école Condorcet (92 K€)
 - remplacement de chaudières pour les écoles St Exupéry et G. Sand (72 K€ et réfection du réseau d'eau à la maternelle et à la crèche de l'Houmeau (54 K€)
 - continuité de la réfection des chéneaux 43 K€) et le remplacement des menuiseries à l'école élémentaire Victor Hugo (31 K€)
 - acquisition de matériel et mobilier et installations diverses pour les écoles (328 K€), pour la restauration scolaire (143 K€) et pour les EAJE (95 K€)

Recettes d'investissement

Il s'agit notamment des subventions perçues pour la réhabilitation des écoles St Exupéry/Uderzo et pour le pôle petite enfance dans le cadre de l'Oru Ouest.

CULTURE - PATRIMOINE –INDUSTRIES DE L'IMAGE – FESTIVALS - TOURISME

LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

	CA 2017
Charges de personnel	2 678 376
Charges courantes	784 851
Autres charges de gestion courante	3 796 169
Charges exceptionnelles	152
Total dépenses de fonctionnement	7 259 548
Produits des services	131 017
Dotations et participations	73 107
Autres produits de gestion courante	431 394
Produits exceptionnels	14 126
Atténuations de charges	29 723
Total recettes de fonctionnement	679 366

Dépenses de fonctionnement

Les charges de personnel concernent :

- bibliothèques, musées, archives : 2,004 M€
- l'action culturelle et les services administratifs : 0,675 M€.

Les charges courantes correspondent au fonctionnement des équipements culturels (668 K€), à l'organisation et à l'achat de spectacles et d'animations (77 K€) et à des frais d'entretien du théâtre (40 K€)

Des subventions et participations ont été versées pour 3,796 M€ dont notamment pour :

- la Politique de l'Image : 2,529 M€ dont 700 K€ pour l'Ecole Européenne Supérieure de l'Image, 500 K€ pour le FIBD, 340 K€ pour Magélis et 694 K€ pour la CIBDI ;
- le soutien aux festivals : circuit des remparts (123 K€), Piano en Valois (24K€), Festival du Film Francophone (45K€) et Gastronomades (30K€)
- diverses associations culturelles pour 1,045 M€ dont 850 K€ pour le théâtre .

Recettes de fonctionnement

Des produits ont été encaissés pour les musées (131 K€).

Les dotations et participations correspondent au versement de l'Etat pour les emplois d'avenir et à une subvention de la région pour l'exposition sur les dinosaures (20K€).

LE BUDGET D'INVESTISSEMENT

	CA 2017
Immobilisations incorporelles	9 390
Subventions d'équipement versées	350 000
Immobilisations corporelles	307 419
Immobilisations en cours	325 417
Opérations d'équipement	3 519 239
Total dépenses d'équipement	4 511 465
Total recettes d'équipement	321 190

Dépenses d'investissement

Les principales inscriptions budgétaires concernent :

- l'acquisition de matériel, mobilier et d'ouvrages pour la médiathèque-ludothèque de Basseau (102K€)
- la poursuite de l'opération des Murs Peints pour 60 K€
- des travaux de rénovation sur l'immeuble Vaisseau Moebius pour 435 K€
- la poursuite de la construction de la salle polyvalente à Lunesse (3 M€)
- la consolidation du rempart de Beaulieu (126K€)
- des travaux d'étanchéité au théâtre de verdure du Jardin Vert (43 K€)
- divers travaux au théâtre (65 K€) et à l'Espace Franquin (49 K€)
- La subvention d'équipement versée à Magelis (350K€).

Recettes d'investissement

Il s'agit de subventions de l'Etat et du Conseil Départemental pour diverses opérations d'équipement.

VIE SPORTIVE – EQUIPEMENTS SPORTIFS

LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

	CA 2017
Charges de personnel	1 646 990
Charges courantes	689 928
Autres charges de gestion courante	842 336
Charges exceptionnelles	191
Total dépenses de fonctionnement	3 179 444
Produits des services	150 801
Dotations et participations	65 902
Autres produits de gestion courante	3 809
Atténuations de charges	2 493
Total recettes de fonctionnement	223 005

Dépenses de fonctionnement

Les charges de personnel s'élèvent à 1,647 M€

Les charges courantes correspondent au fonctionnement des équipements sportifs (259 K€) et à celui des services communs (439 K€) comprenant notamment l'acquisition de petit matériel et l'organisation des animations et des stages de sport.

Des subventions ont été versées pour 842 K€.

Recettes de fonctionnement

Les produits des services proviennent notamment de la tarification des stages de sport, de la redevance d'occupation pour le stade Chanzy et des recettes liées à l'utilisation des équipements sportifs par le département. Les dotations et participations correspondent au remboursement de l'Etat pour les emplois aidés et à la participation de la région pour la mise à disposition des équipements.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENT

	CA 2017
Immobilisations incorporelles	27 360
Immobilisations corporelles	1 194 944
Immobilisations en cours	309 219
Opérations d'équipement	341 621
Total dépenses d'investissement	1 873 143
Total recettes d'investissement	261 060

Dépenses d'investissement

Les crédits inscrits correspondent principalement à :

- l'acquisition de matériel, mobilier et diverses installations pour les équipements sportifs (134 K€)
- des travaux de mise en conformité pour le stade Chanzy (151 K€) et l'aménagement des tribunes du stade Lebon (13 K€)
- la réhabilitation des vestiaires du stade des Trois Chênes (74 K€)
- pour la salle Omnisports, la réfection des chéneaux (24 K€) et des sols (16 K€)

Recettes d'investissement

Il s'agit de subventions du Conseil Départemental pour la rénovation de l'éclairage de la Halle des Sports de Ma Campagne et, dans le cadre de l'Oru, pour le gymnase de la Grande-Garenne. Ont également été perçus des fonds de concours du Grand Angoulême et de la ville de Soyaux pour la rénovation du stade Chanzy.

ESPACES PUBLICS

LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

	CA 2017
Charges de personnel	5 962 908
Charges courantes	2 788 633
Charges exceptionnelles	351 193
Total dépenses de fonctionnement	9 102 733
Produits des services	345 216
Impôts et taxes	1 528 040
Dotations et participations	116 625
Atténuations de charges	102 229
Produits exceptionnels	574 685
Total recettes de fonctionnement	2 666 796

Dépenses de fonctionnement

Les charges de personnel concernent :

- la propreté urbaine : 2,159 M€
- les espaces verts : 2,042 M€
- la voirie : 931 K€
- l'éclairage public : 243 K€
- les services communs : 331 K€

Les charges courantes correspondent au fonctionnement des services dont 817 K€ pour l'éclairage public (avec notamment 674 K€ pour les charges d'électricité), 886 K€ d'entretien des espaces verts, 377 K€ pour la propreté urbaine et 219 K€ pour la voirie.

Le poste « Charges exceptionnelles » enregistre la subvention exceptionnelle versée au budget-annexe du stationnement Gesta pour 331 K€.

Recettes de fonctionnement

Les produits des services correspondent au remboursement de frais du budget-annexe du Gesta (207 K€) et aux droits de voirie (98 K€). Les droits de stationnement ont été réalisés à hauteur de 1,384 M€.

Au titre des emplois aidés, des participations de l'Etat ont été perçues pour 95 K€

Le chapitre Produits exceptionnels enregistre le remboursement des sinistres pour 49 K€.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENT

	CA 2017
Immobilisations incorporelles	20 809
Subventions d'équipement versées	227 838
Immobilisations corporelles	1 376 434
Immobilisations en cours	2 369 880
Travaux pour compte de tiers	64 082
Opérations d'équipement	351 004
Total dépenses d'investissement	4 410 047
Total recettes d'investissement	1 046 015

Dépenses d'investissement

Les principales inscriptions concernent :

- la deuxième tranche de modernisation des horodateurs en vue de la dépenalisation du stationnement payant : 550 K€
- des travaux de réfection de voirie pour 1,97 M€ dont notamment la rue de Montmoreau, la rue de Saintes, l'avenue Jules Ferry et l'avenue de la République
- la sécurisation du tunnel de la Gâtine (351 K€)
- des travaux sur les ouvrages d'art pour 126 K€ dont la consolidation de murs de soutènement, la mise en sécurité du pont de Vinson et le remplacement de garde-corps sur l'avenue Wilson
- la mise en lumière du beffroi de l'Hôtel de Ville (56 K€)
- divers travaux et acquisitions pour les espaces verts (383 K€) et pour l'éclairage public (318 K€)

Recettes d'investissement

Il s'agit principalement de la participation du Conseil Départemental pour l'entretien de la voirie suite au transfert de la charge (296 K€) et du produit des amendes de police (678 K€).

VIE ASSOCIATIVE – CSCS – COMITES DE QUARTIER - GUSP

LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

	CA 2017
Charges courantes	50 056
Autres charges de gestion courante	1 070 253
Total dépenses de fonctionnement	1 120 309
Dotations et participations	12 000
Total recettes de fonctionnement	12 000

Dépenses de fonctionnement

Il s'agit des dépenses liées au versement de subventions aux centres sociaux et aux frais de maintenance des bâtiments mis à disposition.

Recettes de fonctionnement

Il s'agit de la participation de l'État à la GUSP

LE BUDGET D'INVESTISSEMENT

	CA 2017
Immobilisations corporelles	5 049
Immobilisations en cours	9 922
Opérations d'équipement	1 684 861
Total dépenses d'investissement	1 699 832
Total recettes d'investissement	2 058 831

Ces dépenses et ces recettes d'investissement concernent principalement la reconstruction des CSCS de la Grande-Garenne et de Basseau.

URBANISME – PROSPECTIVE – STRATEGIE URBAINE – DEVELOPPEMENT DURABLE

LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

	CA 2017
Charges de personnel	1 451 816
Charges courantes	230 961
Autres charges de gestion courante	27 594
Total dépenses de fonctionnement	1 710 370
Dotations et participations	108 544
Atténuations de charges	11 043
Total recettes de fonctionnement	119 588

Dépenses de fonctionnement

Il s'agit des charges de personnel et des frais de fonctionnement de la direction du Développement Urbain (hors commerce)

Recettes de fonctionnement

Le montant perçu correspond à des participations au titre du programme de rénovation urbaine (59 k€) et à des participations dans le cadre du développement durable (20 K€).

LE BUDGET D'INVESTISSEMENT

	CA 2017
Immobilisations incorporelles	102 492
Subventions d'équipement versées	41 497
Immobilisations corporelles	15 672
Opérations d'équipement	1 631 912
Total dépenses d'investissement	1 791 574
Total recettes d'investissement	833 001

Dépenses d'investissement

92 K€ d'études ont été réalisées dans le cadre du schéma directeur de l'immobilier. Au titre des subventions, 32 K€ ont été versés à divers bénéficiaires dans le cadre du programme d'intérêt général (PIG).

Les travaux se sont poursuivis sur l'Oru secteur ouest et ont concerné notamment les espaces publics, la bibliothèque espace jeux, l'espace solidaire et les cellules commerciales.

Recettes d'investissement

Il s'agit des subventions attribuées dans le cadre de l'Oru.

COMMERCE ET ARTISANAT

LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

	CA 2017
Charges de personnel	344 918
Charges courantes	222 899
Autres charges de gestion courante	51 426
Charges exceptionnelles	13 907
Total dépenses de fonctionnement	633 150
Produits des services	147
Impôts et taxes	262 129
Autres produits de gestion courante	115 128
Total recettes de fonctionnement	377 405

Dépenses de fonctionnement

Elles prennent en compte les charges du personnel et les frais de fonctionnement du service plaçage et commerce.

Recettes de fonctionnement

Le chapitre Impôts et taxes (262 K€) enregistre les droits de terrasses et droits de place.

Les autres produits de gestion courante (115 K€) correspondent aux loyers encaissés pour les cases commerciales des Halles Centrales.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENT

	CA 2017
Subventions d'équipement versées	16 324
Immobilisations corporelles	36 106
Immobilisations en cours	15 958
Total dépenses d'investissement	68 387

Dépenses d'investissement

Il s'agit notamment du remplacement du système de sécurité des Halles Centrales (36 K€) et de la construction d'un local déchets pour les commerçants à la Grand-Font (16 K€)

SANTE – ORGANISATION DE L'OFFRE DE SOIN – PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

	CA 2017
Charges de personnel	359 644
Charges courantes	60 186
Autres charges de gestion courante	11 300
Charges exceptionnelles	152
Total dépenses de fonctionnement	431 283
Produits des services	18 460
Dotations	334 254
Total recettes de fonctionnement	352 714

Dépenses de fonctionnement

Il s'agit des charges de personnel et des frais de fonctionnement du service communal d'hygiène et de santé publique.

Recettes de fonctionnement

Elles correspondent à la Dotation Générale de Décentralisation, aux subventions perçues pour l'animation du Contrat local de santé et de l'Atelier Santé Ville et aux remboursements des communes pour les frais de stockage des animaux morts.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENT

	CA 2017
Immobilisations corporelles	15 500
Total dépenses d'investissement	15 500

Il s'agit d'acquisition de matériel pour le fonctionnement du service, et principalement d'une chambre froide pour les cadavres d'animaux et de défibrillateurs.

SOLIDARITE – FAMILLE – PERSONNES AGEES

LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

	CA 2017
Charges de personnel	369 963
Charges courantes	54 641
Atténuations de produits	421
Autres charges de gestion courante	2 348 550
Total dépenses de fonctionnement	2 773 574
Produits des services	431 072
Dotations et participations	5 500
Total recettes de fonctionnemen	436 572

Dépenses de fonctionnement

Il s'agit des charges de personnel et des frais de fonctionnement de la direction de la solidarité (hors SCHSP).

Les autres charges de gestion courante correspondent à la subvention versée au CCAS (2,147 M€) et à diverses associations.

Recettes de fonctionnement

Des recettes sont perçues au titre de remboursement de frais par le CCAS dans le cadre de la convention Ville/CCAS (423 K€)

Des subventions pour des actions menées par la direction ont été encaissées pour 49 K€.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENT

	CA 2017
Immobilisations corporelles	7 658
Total dépenses d'investissement	7 658

Il s'agit d'acquisitions pour la direction.

SECURITE PUBLIQUE – POLICE MUNICIPALE – PREVENTION DE LA DELINQUANCE

LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

	CA 2017
Charges de personnel	878 067
Charges courantes	71 902
Autres charges de gestion courante	2 566
Total dépenses de fonctionnement	952 536
Atténuations de charges	17 646
Total recettes de fonctionnement	17 646

Dépenses de fonctionnement

Elles correspondent aux charges de personnel et aux frais de fonctionnement de la police municipale.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENT

	CA 2017
Immobilisations corporelles	7 654
Immobilisations en cours	1 996
Total dépenses d'investissement	9 650

Dépenses d'investissement

Ces dépenses correspondent à l'acquisition de matériel et de mobilier et au démarrage des travaux de réhabilitation des locaux de la police municipale.

SERVICES GENERAUX

LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

	CA 2017
Charges de personnel	13 107 175
Charges courantes	4 526 360
Atténuations de produits	15 356
Autres charges de gestion courante	901 655
Frais financiers	2 208 346
Charges exceptionnelles	31 582
Total dépenses de fonctionnement	20 790 474
Produits des services	565 941
Impôts et taxes	47 382 242
Dotations et participations	14 690 930
Autres produits de gestion courante	238 395
Produits financiers	103 432
Produits exceptionnels	135 722
Atténuations de charges	292 372
Total recettes de fonctionnement	63 409 034

Dépenses de fonctionnement

Cette rubrique enregistre les dépenses qui ne sont pas affectées à une politique spécifique. Elles concernent notamment les charges de personnel et les frais de fonctionnement des « directions ressources ».

Les frais financiers correspondent au remboursement de la dette.

Recettes de fonctionnement

Les postes « Impôts et taxes » et « Dotations et participations » enregistrent les recettes liées à la fiscalité et les dotations de l'Etat.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENT

	CA 2017
Dotations, fonds divers	369 464
Immobilisations incorporelles	100 140
Immobilisations corporelles	650 406
Immobilisations en cours	281 068
Opérations d'équipement	551 650
Travaux pour compte de tiers	4 768
Remboursement emprunts	6 391 113
Autres dépenses	100 377
Total dépenses d'investissement	8 448 986
Total recettes d'investissement	14 058 280

Dépenses d'investissement

Les principales dépenses concernent :

- le remboursement de l'avance de FCTVA pour 359 K€
- l'acquisition de logiciel pour 84 K€
- l'acquisition de matériel, mobilier et diverses installations pour 623 K€
- des travaux pour 224K€ dont 91 K€ pour les travaux des locaux du personnel au golf, 37 K€ pour le début du ravalement de la façade du bâtiment place Bouillaud et 52 K€ pour un transformateur ERDF.
- Les opérations d'équipement concernent principalement l'aménagement des locaux du bâtiment Ephémère (441 K€).

Recettes d'investissement

Elles correspondent principalement à l'emprunt réalisé sur l'exercice (4.5 M€), à l'écriture relative à l'excédent de fonctionnement capitalisé (7 M€), au FCTVA (1.6 M€) et à la taxe d'aménagement (676 K€).

4 - Les ratios légaux

	VALEURS	MOYENNE NATIONALE DE LA STRATE (*)
Dépenses réelles de fonctionnement / population	1 449.23	1 269.00
Produit des impositions directes / population	719.81	626.00
Recettes réelles de fonctionnement / population	1 649.89	1 450.00
Dépenses d'équipement brut / population	392.61	259.00
Encours de dette / population	1 402.71	1 118.00
DGF / population	271.69	244.00
Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	61.64 %	60.00 %
Dépenses de fonctionnement + remboursement de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement	97.04 %	94.30 %
Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	23.80 %	17.90 %
Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement	85.02 %	77.10 %

(*) moyenne nationale de la strate « communes de 20 000 à 50 000 habitants » source DGFIP comptes de gestion 2015 (dernière année connue)

5 – Budget principal et budget annexe du stationnement Gesta consolidés

(après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	67 972 330,98	45 858 838,65	10 645 867,67	11 467 624,66
RECETTES	66 260 664,93	43 146 977,39	9 120 975,28	13 992 712,26
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	80 977 827,01	73 161 650,57	0,00	7 816 176,44
RECETTES	77 863 556,00	78 699 712,15	0,00	-836 156,15
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	148 950 157,99	119 020 489,22	10 645 867,67	19 283 801,10
TOTAL GENERAL DES RECETTES	144 124 220,93	121 846 689,54	9 120 975,28	13 156 556,11

